

Unité Départementale Hérault
520, Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 14/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ITALMARBRE POCAI

Route de Gabian - BP2
34480 Laurens

Références : UD34/2026/H3/MJ/010
Code AIOT : 0006604303

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2026 dans l'établissement ITALMARBRE POCAI implanté BOIS DE FOUISSE 34480 Laurens. L'inspection a été annoncée le 22/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 5 février 2026 s'inscrit dans le cadre du programme d'inspection établi pour l'année 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ITALMARBRE POCAI
- BOIS DE FOUISSE 34480 Laurens
- Code AIOT : 0006604303

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de marbre est réglementée par arrêté préfectoral du 17 décembre 2017, modifié par arrêté préfectoral du 9 avril 2024. Les blocs extraits à l'aide de haveuses sont découpés sur une zone de sciage, avant d'être stockés puis acheminés par camions vers l'usine de façonnage de la société, en Italie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 09/04/2024, article 6	Demande d'action corrective	30 jours
2	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 7.4.1.5	Demande d'action corrective	30 jours
3	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 7.5.2	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités constatées lors de l'inspection du 5 février 2026 portent essentiellement sur le suivi des eaux souterraines ; ces non-conformités ne remettent pas en cause les modalités de suivi de ces eaux souterraines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2024, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Réseau piézométrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article - Suivi des eaux souterraines</u> Le piézomètre F4 mentionné à l'article 7.4.1.5 de l'arrêté préfectoral n°2017-01-1445 du 20 décembre 2017, qui se situe sur la zone d'extension de l'extraction sera fermé selon les règles de l'art en vigueur pour ce type d'ouvrage. Il sera substitué par un nouveau piézomètre à créer, dénommé F5, localisé à l'Est de la zone d'extension de la carrière, dans les 6 mois suivant la délivrance du présent arrêté. Ce nouveau piézomètre devra faire l'objet d'une déclaration au titre de l'article L.411-1 du Code minier sur l'application en ligne https://duplos.developpement-durable.gouv.fr/.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté la mise en place du piézomètre F5 localisé à l'Est de la zone d'extension de la carrière. Ce piézomètre n'a pas fait l'objet de la déclaration prévue à l'article L.411-1 du Code minier.</p>

Il n'a pas été possible pour l'inspecteur de l'environnement de vérifier les conditions de fermeture du piézomètre F4.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de fournir à l'inspecteur de l'environnement le rapport établi à l'issue des travaux de fermeture du piézomètre F4 et de justifier de la déclaration faite au titre de l'article L.411-1 du Code minier pour le piézomètre F5.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 7.4.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Réseau piézométrique
Prescription contrôlée : <u>Article 7.4.1.5 Suivi des eaux souterraines</u> Un suivi piézométrique est effectué sur trois piézomètres implantés à proximité du site : piézomètre F1 au Sud piézomètre F2 au Nord piézomètre F4 à l'Est. [...] Le suivi porte sur le relevé des niveaux piézométriques ainsi que sur la teneur en hydrocarbures des eaux. Il fait l'objet d'une transmission au service inspection selon une périodicité annuelle. Le contrôle de la qualité des eaux est réalisé selon une périodicité trimestrielle et le relevé du niveau des eaux selon une périodicité bimestrielle [...]
Constats : Le dernier rapport de prélèvement et d'analyse d'eau souterraine établi par l'APAVE a été remis à l'inspecteur de l'environnement. Ce rapport référencé 135360694-0001-1 daté du 2 février 2026 fait suite à l'intervention du 10 décembre 2025. Il appelle la remarque suivante : le niveau piézométrique au droit du piézomètre F2 n'a pas été mesuré, sans justification dans le rapport de l'APAVE. Le piézomètre F1 ne dispose pas des aménagements prévus à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain. Ces aménagements sont d'autant plus nécessaires que la proximité de ce piézomètre avec les voies de circulation empruntées par les engins de chantier rend ces mesures de protection indispensables.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspecteur de l'environnement :

- la justification de l'absence de relevé du niveau piézométrique au droit du piézomètre F2,
- les mesures prises ou prévues pour répondre aux obligations réglementaires inscrites à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 7.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de batteries

Prescription contrôlée :

Article 7.5.2 Stockage des déchets

Les déchets sont stockés dans des conditions telles qu'ils ne puissent être une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage (prévention des envols, des odeurs...) et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Les déchets dangereux sont stockés à l'abri des intempéries. Tout stockage de déchets hors des zones prévues à cet effet est interdit.

Constats :

Il a été constaté le stockage de batteries usagées d'engins de chantier à même le sol dans le bâtiment abritant l'atelier de réparation des engins de chantier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre les batteries usagées dans des récipients adaptés aux produits contenus dans ces batteries conformément à l'article 7.5.2 de l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2017.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours